

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES ET SERVICES

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE

Marché 24 043 lot 1 : pour les sites du Var

Marché 24 044 lot 2 : pour les sites de la Région Parisienne

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES COMMUNS AUX DEUX LOTS

NOM DE L'ORGANISME ACHETEUR

Organisme de sécurité sociale : Caisse Nationale Militaire de Sécurité Sociale

247, avenue Jacques Cartier

83090 Toulon Cedex 9

OBJET DU MARCHE

Prestations de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante et du plomb, réalisées pour le compte de la CNMSS

1	IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR.....	4
2	CARACTERISTIQUES GENERALES DES ACCORDS CADRES	4
	2.1 OBJET DES ACCORDS CADRES	4
3	ALLOTISSEMENT	4
4	PROCEDURE, FORME ET ETENDUE DU MARCHE	4
5	DUREE DES ACCORDS-CADRES – DELAI EXECUTION – MONTANT ACCORDS-CADRES	4
	5.1 DEMARRAGE DES ACCORDS-CADRES	4
	5.2 DUREE ET RECONDUCTION DES ACCORDS-CADRES	4
	5.3 MONTANT DES ACCORDS CADRES	5
6	PRESTATIONS DES ACCORDS-CADRES	5
	6.1 LIEU D'EXECUTION	5
	6.2 TYPE DE PRESTATIONS.....	5
	6.2.1 Définition et contenu des prestations.....	5
	6.2.2 Modalités d'exécution.....	5
	6.2.3 Bons de commande.....	6
	6.2.4 Délai d'exécution	6
	6.2.5 Prolongation des délais contractuels	6
7	PIECES CONSTITUTIVES DES ACCORDS-CADRES.....	7
8	MARCHES DE PRESTATIONS SIMILAIRES	7
9	CLAUSE DE REEXAMEN	7
10	MODALITES D'EXECUTION DES ACCORDS-CADRES	8
	10.1 REPRESENTATION DES PARTIES	8
	10.1.1 Correspondant de l'administration.....	8
	10.1.2 Correspondant pour l'exécution des missions	8
	10.1.3 Représentation du titulaire.....	8
	10.1.4 Identification des intervenants.....	8
	10.1.5 Déclaration de sous-traitant	9
	10.2 CONDITIONS D'EXECUTION	9
	10.2.1 Personnel intervenant pour le compte du titulaire.....	9
	10.2.2 Réparations des dégâts	10
	10.2.3 Conditions particulières de la prestation	10
	10.2.4 Mise en place d'un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS)	10
	10.3 OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	10
	10.3.1 Obligation de conseils.....	10
	10.3.2 Obligation d'information	10
	10.4 CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	11
	10.5 RESPONSABILITE DU TITULAIRE.....	11

10.6	CONSIDERATION SOCIALE	11
10.7	CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES	11
10.8	TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....	11
10.9	GARANTIES.....	12
10.10	PENALITES.....	12
10.11	PENALITES DE RETARD	12
10.12	CONFIDENTIALITE ET SECRET DES AFFAIRES	13
11	REGIME FINANCIER	13
11.1	FORME ET CONTENU DES PRIX	13
11.1.1	Forme des prix.....	13
11.1.2	Contenu des prix.....	14
11.1.3	Clause de sauvegarde.....	14
11.2	MOIS D'ETABLISSEMENT DES PRIX	14
11.3	TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE	14
12	MODALITES FINANCIERES.....	14
12.1	FACTURATION	14
12.2	DELAIS DE PAIEMENT.....	15
12.3	AVANCE.....	15
12.4	CESSION OU NANTISSEMENT DES CREANCES	16
12.5	RETENUE DE GARANTIE.....	16
13	DISPOSITIONS DIVERSES	16
13.1	ECHANGES DEMATERIALISES	16
13.2	LANGUES.....	16
13.3	ASSURANCES	16
13.4	AUTRES OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES	17
13.5	RESILIATION	17
13.6	LITIGES.....	18
13.7	EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	18
13.8	DIFFERENDS	18
13.9	LITIGES ET CONTENTIEUX.....	18
14	DEROGATIONS AU CCAG/FCS.....	18

1 IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR

Caisse Nationale Militaire de Sécurité Sociale
247, avenue Jacques Cartier 83090
Toulon Cedex 9.

2 CARACTERISTIQUES GENERALES DES ACCORDS CADRES

2.1 OBJET DES ACCORDS CADRES

Ces accords-cadres ont pour objet l'exécution de prestations de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante et du plomb, réalisées pour le compte de la CNMSS.

Ces missions seront réalisées sur les sites de la CNMSS définis à l'article 6.1 du présent CCAP.

Code CPV : 71315400-3 – Services d'inspection et de vérification de bâtiments.

Code nomenclature CNMSS : 7108

3 ALLOTISSEMENT

La consultation est allotie, au vu de l'article R2113-1 du décret n° 2018-1075 du 03 décembre 2018 relatif au code de la commande publique, de la manière suivante :

Lot 1 :	Prestations de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante et du plomb pour les sites du Var	N° 24 043
Lot 2 :	Prestations de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante et du plomb pour les sites de Région Parisienne	N° 24 044

4 PROCEDURE, FORME ET ETENDUE DU MARCHÉ

La consultation est lancée suivant la procédure adaptée visée à l'article R 2123-1 du décret 2018-1075 paru au JORF du 03/12/2018.

Il s'agit de deux accords-cadres fixant toutes les stipulations contractuelles, et exécuté par l'émission de bons de commande à prix unitaires qui fait référence aux articles R 2162-13 et 2162-14 du décret 2018-1075 paru au JORF du 03/12/2018.

Les variantes ne sont pas acceptées.

5 DUREE DES ACCORDS-CADRES – DELAI EXECUTION – MONTANT ACCORDS-CADRES

5.1 DEMARRAGE DES ACCORDS-CADRES

Le marché est conclu à compter de sa date de notification pour une durée d'un an.

5.2 DUREE ET RECONDUCTION DES ACCORDS-CADRES

La durée des accords-cadres est d'un an à compter de leurs dates de notification.

Ils sont reconductibles de manière tacite au plus trois fois, pour la même durée, sans pouvoir excéder une durée totale de quatre ans.

Toutefois, s'il est décidé de ne pas reconduire l'accord-cadre, le titulaire en est informé par décision expresse avant la date d'échéance annuelle.

Le titulaire de l'accord-cadre n'a pas la faculté de refuser cette reconduction.

Dans l'hypothèse où le marché ne serait pas reconduit, les bons de commande émis continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme. Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

5.3 MONTANT DES ACCORDS CADRES

Les accords-cadres sont passés sans montant minimum et avec un montant total maximal, sur la durée totale toutes reconductions comprises de :

- Pour le lot n°1 : 110 000 € HT soit 132 000.00 € TTC
- Pour le lot n° 2 : 30 000.00 € HT soit 36 000.00 € TTC

Les prix sont établis aux conditions économiques en vigueur au mois de la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre.

6 PRESTATIONS DES ACCORDS-CADRES

6.1 LIEU D'EXECUTION

Les installations prises en charge par le(s) titulaires se situent :

Pour le lot n° 1 :

- Sites de la CNMSS de Toulon (siège social, crèche, etc...)
- Site de la CNMSS de la Garde (bâtiment archives, etc...)
- La maison de santé Jean Lachenaud à Fréjus 374, avenue Jean Lachenaud 83600 Fréjus
- Les autres bâtiments, ouvrages, équipements, espaces extérieurs se situant sur les emprises précitées.

Pour le lot n°2 :

- Antenne de la CNMSS à Paris – Hôtel particulier du XIX^e siècle
- La maison de santé La Martinière à Saclay – Chemin de la Martinière 91400 Saclay
- Les autres bâtiments, ouvrages, équipements, espaces extérieurs se situant sur les emprises précitées.

6.2 TYPE DE PRESTATIONS

6.2.1 Définition et contenu des prestations

Les missions concernant la réalisation de diagnostic amiante et plomb portent sur des opérations de visite, prélèvements, rapports et analyse de matériaux, telles que décrites au CCTP 24043-24044.

Des missions concernant des mesures d'empoussièrement et d'état de conservation des matériaux peuvent également être prévues, telles que définies au CCTP 24043-24044.

6.2.2 Modalités d'exécution

Le diagnostiqueur intervient selon les modalités définies dans chaque bon de commande et selon celles fixées au CCTP 24043-24044.

Dès la notification du marché, le titulaire désigne le ou les diagnostiqueur(s) ainsi que leur(s) suppléant(s) qualifié(s) pour exécuter les missions dévolues par bons de commande.

Dans les cinq jours ouvrés suivants la réception du bon de commande par le titulaire, celui-ci informe le maître d'ouvrage de la personne physique affectée pour exécuter la mission, ainsi que son suppléant.

En cas de désignation de personnes nouvelles au regard des dispositions initiales du marché, l'intervention de celles-ci doit être soumise à l'agrément préalable du maître d'ouvrage sur justification du titulaire de leurs compétences.

Le retard du fait du titulaire dans l'information du maître d'ouvrage faisant obstacle à tout commencement d'exécution, entraîne les pénalités prévues au présent CCAP.

6.2.3 Bons de commande

Les prestations demandées au titre de l'accord cadre font l'objet de bons de commande émis par la CNMSS, au fur et à mesure des besoins exprimés, jusqu'au dernier jour de validité du marché.

Les bons de commande peuvent être adressés par email jusqu'au dernier jour de validité de l'accord cadre, avec accusé de réception du titulaire par le même moyen. Ils pourront s'exécuter après cette date, dans le respect de l'article R2162-5 du code de la commande publique.

Le bon de commande précise la référence de l'accord cadre, le lieu des travaux, la nature de la prestation, les prix unitaires et les quantités et les délais d'exécution.

Chaque bon de commande fixera le lieu, le délai et les modalités d'exécution du travail correspondant.

Les bons de commande, numérotés, datés et signés, portent les mentions suivantes :

- La référence du marché (numéro, date de notification),
- Le nom et l'adresse du titulaire,
- La désignation des prestations, quantités et prix unitaires,
- Le montant total H.T.,
- Le taux et le montant de la T.V.A.,
- Le montant total T.T.C.,
- Le délai,
- Le cachet, le nom et la signature du représentant du pouvoir adjudicateur.

Par dérogation à l'article 3.7.2. du CCAG/FCS, si le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande, qui lui est notifié, appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné, dans un délai de 3 jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

À tout moment, l'administration peut être amenée à annuler un bon de commande. Dans ce cas, les prestations qui auront été exécutées seront dues au titulaire.

La résiliation du marché ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

6.2.4 Délai d'exécution

Chaque bon de commande fixe le délai d'exécution sur lequel s'engage le titulaire pour la réalisation de ses prestations.

Dans les 5 jours calendaires (dérogation à l'article 3.2.2 du CCAG/FCS) suivants la réception du bon de commande, le titulaire doit informer au maître d'ouvrage, de la personne physique désignée pour effectuer la mission ainsi que son suppléant.

Une prolongation de délai peut être accordée par décision expresse de la CNMSS dans les conditions fixées au paragraphe 6.2.5.

6.2.5 Prolongation des délais contractuels

Conformément à l'article 13.3 du CCAG/PI, une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur au titulaire lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité de ce dernier fait obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel, notamment dans les cas suivants :

- lorsque le titulaire a besoin d'un document essentiel de la part d'un autre intervenant de l'opération, mais que ce dernier ne le lui remet pas dans les délais prévus par son propre marché ;
- lorsque le titulaire a besoin d'un avis ou d'un document essentiel de la part du maître d'ouvrage, mais que ce dernier ne le lui remet pas dans un délai suffisant pour que le délai prévu initialement soit respecté.

Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale au pouvoir adjudicateur les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il dispose, à cet effet, d'un délai de quinze jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du marché, dans le cas où le marché arrive à échéance dans un délai inférieur à 15 jours.

7 PIECES CONSTITUTIVES DES ACCORDS-CADRES

Les accords-cadres sont constitués des éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante. Conformément à l'article 4.1 du CCAG FCS, l'ordre de priorité est le suivant :

- Acte d'Engagement (AE) ATTRI 1 et ses annexes :
 - Annexe 1 (BPU) à compléter,
- Cahier des clauses administratives particulières commun aux deux lots (CCAP) 24043-24044,
- Cahier des clauses techniques particulières CCTP 24043-24044,
- Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures et services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (JO du 1^{er} avril 2021),
- Note de présentation des moyens humains et matériels.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au mois de remise des offres.

L'acte d'engagement, le CCAP et le CCTP sont respectivement établis en un seul original dont l'exemplaire conservé par la personne publique fait seule foi.

8 MARCHES DE PRESTATIONS SIMILAIRES

L'acheteur peut négocier, avec le titulaire, sans publicité préalable et sans mise en concurrence, un marché de prestations similaires en application des articles R.2122-7 du code de la commande publique.

9 CLAUSE DE REEXAMEN

La CNMSS peut être amenée à modifier le périmètre des prestations. Aussi, il est inséré dans les présents accords-cadres une clause de réexamen.

En application de l'article R. 2194-1 et suivants du CCP, le marché peut être modifié, quel que soit le montant de la modification, si l'intégration de prestations nouvelles est rendue nécessaire à l'objet des accords-cadres. Ces modifications peuvent consister notamment en un(e) :

- Variation du besoin : de nouvelles prestations (ou suppression) nécessaires au bon déroulement des prestations,
- Ajout de prestations nouvelles non définies aux annexes financières,
- Modification des prestations en cas de fermeture temporaire ou définitive de différents sites de la CNMSS,
- Ajout du site de Ploemeur (département 56 – Morbihan)
 - En cas de rajout du site de Ploemeur, une tarification spécifique pourra être établie (frais de déplacement ...)

Il est entendu que les modifications ne peuvent avoir pour effet de changer la nature globale du marché.

En cas de prestations nouvelles ou de variation à la hausse ou à la baisse des prestations, il pourra être demandé au titulaire d'établir une proposition technique et tarifaire, et un délai de mise en place, au vu des éléments échangés entre le titulaire et la CNMSS.

Un acte modificatif bilatéral est rédigé et la formalisation de ces modifications est effectuée par la mise à jour des annexes financières.

La prise en compte des modifications dans les factures et paiements est effective à compter de la date de notification de l'acte additionnel, où de sa date de prise d'effet si celle-ci est postérieure.

En cas de diminution des prestations à réaliser, le titulaire ne peut prétendre à une quelconque indemnité.

Tous les échanges sont réalisés via le profil acheteur « PLACE » (<https://www.marches-publics.gouv.fr>).

10 MODALITES D'EXECUTION DES ACCORDS-CADRES

10.1 REPRESENTATION DES PARTIES

10.1.1 Correspondant de l'administration

Le Bureau Achats de la CNMSS
Caisse Nationale Militaire de Sécurité Sociale
247, avenue Jacques Cartier
83090 Toulon Cedex 9
Courriel : serviceachat@cnmss.fr / Tél : 04 94 16 96 77

10.1.2 Correspondant pour l'exécution des missions

M. Aurélien NICOT
Chef du Service Gestion des Bâtiments
Département Infrastructure des moyens généraux
aurelien.nicot@cnmss.fr / Tél : 04.94.16.96.34

M. Olivier HILAIRE
Service Gestion des Bâtiments
olivier.hilaire@cnmss.fr / Tél : 04.94.16.36.79

10.1.3 Représentation du titulaire

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés dans l'acte d'engagement.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

10.1.4 Identification des intervenants

Le titulaire doit remettre à la CNMSS la liste des personnels qui interviennent sur le site.

Le personnel du titulaire circulant à l'intérieur de la CNMSS doit être muni d'un badge. A cet effet, le titulaire demande la délivrance des badges nécessaires auprès du Bureau Sûreté et Sécurité de l'Etablissement de la CNMSS. Les remplacements des absences doivent être signalés à la CNMSS.

Conformément à la réglementation, le titulaire doit fournir la liste de ses salariés étrangers.

Le titulaire est responsable :

- Du personnel intervenant pour son compte,
- De la réalisation de la prestation et du niveau de sécurité du personnel et des biens.

Le titulaire s'engage à maintenir en permanence, la même équipe sous le même encadrement, pendant la durée de chaque opération.

Le nombre de personnes dédié à une opération doit être en adéquation avec la prestation commandée. Le représentant de la CNMSS se réserve le droit de contester, s'il juge le nombre insuffisant, et ce, sans supplément financier.

Tout intervenant sur les sites de la CNMSS doit respecter le règlement intérieur de l'établissement, les contraintes de sureté, d'accès et les plages horaires de travail définies.

Dans la mesure où des personnels du titulaire interviennent au sein de l'établissement, l'accès au site de la CNMSS est réglementé comme suit :

Tout intervenant sur les sites de la CNMSS doit pouvoir justifier de son identité, afin d'y accéder. Par conséquent, la présentation d'une pièce d'identité est obligatoire. Par ailleurs, la CNMSS doit être informée au préalable des identités des intervenants afin de faciliter les démarches d'accessibilité aux sites.

Tout personnel intervenant sur site pourra être soumis à une enquête administrative.

Par conséquent, le prestataire doit toujours être muni d'une pièce d'identité valide.

Le prestataire accepte de se conformer aux conditions d'accès définies par la CNMSS. Le personnel du titulaire circulant à l'intérieur de la CNMSS doit être muni d'un badge.

Toute personne relevant du titulaire ou de ses sous-traitants est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

Rappel : le titulaire est tenu d'informer ses sous-traitants des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution et doit s'assurer du respect de ses obligations par ses sous-traitants.

Le titulaire met à disposition de l'acheteur l'ensemble des documents relatifs aux politiques et procédures de sécurité à la demande de l'acheteur.

10.1.5 Déclaration de sous-traitant

La déclaration du sous-traitant est effectuée à l'aide du formulaire DC 4 « déclaration du sous-traitant », dûment renseigné et signé et adressé au maître d'œuvre :

Soit lors la conclusion du marché,

Soit avant l'intervention des sous-traitants sur le chantier.

Les entreprises sous-traitantes sont soumises aux mêmes contraintes que celle imposées à l'entreprise titulaire.

La déclaration de sous-traitance (DC4) précise tous les éléments de l'article R 2193-1 à 4 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018, et pris en application de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique, et indique notamment ce qui doit être réglé respectivement aux sous-traitants éventuels.

Nota : Le titulaire reste responsable devant la CNMSS de l'ensemble des prestations exécutées au titre du marché, même celles qui sont le fait de sous-traitants.

10.2 CONDITIONS D'EXECUTION

10.2.1 Personnel intervenant pour le compte du titulaire

Le personnel intervenant pour le compte du titulaire est placé sous sa responsabilité et doit être équipé de protections de sécurité individuelles adaptées.

Il s'engage à respecter les règles d'hygiène et de sécurité du travail propres aux prestations à effectuer.

Le titulaire transmet à la CNMSS, à la notification du marché, la liste nominative des personnels affectés à la réalisation des prestations qui seront effectuées.

Le titulaire s'engage à mettre en place une équipe de personnes compétentes dont il s'efforce d'assurer la pérennité pendant toute la durée du marché.

Il lui appartient de maintenir, pendant toute la durée du marché et sans interruption, un niveau constant de compétence des intervenants et de qualité des prestations, conformément aux niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le présent marché.

Le pouvoir adjudicateur ou son représentant peut demander à tout moment le remplacement du personnel pour des motifs professionnels.

10.2.2 Réparations des dégâts

Les dégâts provoqués par le titulaire pendant les interventions devront être réparés à ses frais.

10.2.3 Conditions particulières de la prestation

Les rapports seront remis dans les conditions prévues au CCTP 24043-24-044.

10.2.4 Mise en place d'un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS)

La société titulaire devra tenir compte des règles d'Hygiène et de Sécurité de l'établissement et appliquer les mesures de prévention en vigueur.

Avant son intervention sur site, la société titulaire devra rencontrer le Préventeur de l'établissement pour la rédaction du plan de prévention qui sera signé par les 2 parties.

Le Plan de Prévention (P.P) définira les règles d'hygiène et de sécurité à respecter durant la réalisation de cette opération et sera rédigé par le préventeur de l'établissement.

10.3 OBLIGATIONS DU TITULAIRE

L'ensemble des opérations est effectué sous la responsabilité pleine et entière du titulaire de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à assurer :

- La qualité et le suivi des prestations pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre,
- Les prestations de façon constante, rigoureusement conformes aux spécifications du cahier des clauses techniques particulières,
- Le résultat de la prestation demandée,
- Assurance responsabilité et assurances obligatoires dans le domaine professionnel concerné,
- Habilitations électriques en cours de validité dans le domaine professionnel concerné,
- Attestation de travail en hauteur pour les différents bâtiments de la CNMSS.

10.3.1 Obligation de conseils

Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte de dysfonctionnement, dangers au titre de ses prestations. Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

Le titulaire est ainsi tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

10.3.2 Obligation d'information

Le titulaire est ainsi tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

10.4 CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les opérations de constatation de l'exécution des prestations sont contrôlées effectuées en application du CCAG/FCS.

Par dérogation à l'article 28 du CCAG/FCS, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de deux (2) mois pour procéder aux vérifications et notifier sa décision de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet.

10.5 RESPONSABILITE DU TITULAIRE

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges.

Le titulaire est responsable de la conservation, de l'entretien et de l'emploi de tout matériel, objet ou approvisionnement qui lui est confié dès que ce matériel, objet ou approvisionnement est mis effectivement à sa disposition. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par le marché.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché.

Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

10.6 CONSIDERATION SOCIALE

Sans objet.

10.7 CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article R.2111-10 du code de la commande publique, en prévoyant des spécifications techniques à caractère environnementale.

Dans une volonté de protection de l'environnement, le présent marché comprend des critères environnementaux comme critère d'attribution.

10.8 TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le présent article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire du présent accord-cadre s'engage à effectuer pour le compte de l'acheteur les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Précisions terminologiques : Le responsable de traitement au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, « règlement général sur la protection des données » ou RGPD) est l'acheteur et le sous-traitant est le titulaire des présents accords-cadres.

Dans le cadre des présents accords-cadres, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le RGPD et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

10.9 GARANTIES

Les prestations font l'objet de la garantie prévue au CCAG /FCS et conforme au CCTP.

La garantie prévue au CCAG FCS s'exerce indépendamment de la garantie légale pour vices cachés prévue aux articles 1641 et suivants du code civil.

10.10 PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités de retard.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

La non-exécution, l'exécution partielle ou la mauvaise exécution de la prestation donne lieu à des pénalités.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général.

Principe du contradictoire

Lorsque l'acheteur envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours à compter du premier jour de retard constaté.

Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

10.11 PENALITES DE RETARD

Les pénalités pour retard commencent à courir le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du C.C.A.G./FCS « le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant est inférieur à 1000,00 €, pour l'ensemble du marché ».

En cas de non prise en compte par le titulaire lors de la facturation, la CNMSS appliquera la pénalité sur la facture correspondante.

Conformément à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, toute carence du contrôleur en matière de présence ou de non-respect de ses délais d'intervention (absence aux réunions de chantier, retard dans la désignation du prestataire dans les 5 jours calendaires de la réception du bon de commande, non remise de documents dans les délais) entraîne une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$P = V \cdot R / 3000$ dans laquelle :

P = montant de la pénalité

V = valeur du bon de commande

R = nombre de jours de retard

10.12 CONFIDENTIALITE ET SECRET DES AFFAIRES

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

Le titulaire ne peut divulguer les données et informations couvertes par le secret des affaires dont il aurait connaissance pendant la durée d'exécution du marché. Dans l'hypothèse où il aurait connaissance de telles informations, il s'engage à mettre en œuvre l'ensemble des moyens nécessaires afin de réduire les risques de divulgation, notamment au moyen d'engagements de confidentialité individuels, de cloisonnement organisationnel et de paramétrage des droits d'accès.

En cas de manquement grave ou répété de violation de cette obligation, la résiliation de l'accord-cadre est aux torts du titulaire. Cette interdiction ne prend pas fin à l'issue de l'accord-cadre.

Le titulaire consent, en application de l'article L. 151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution de l'accord-cadre puissent être divulgués par l'acheteur à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un accord-cadre de substitution.

L'acheteur s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires.

L'acheteur informe le titulaire par écrit 15 jours avant de divulguer de telles informations, en précisant le motif, la durée ainsi que les informations et documents concernés.

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire est tenu de déclarer sans délai à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

Le titulaire, ou ses personnels chargés d'assurer les prestations, qui, à l'occasion de l'exécution de la prestation ont reçu à titre confidentiel des renseignements (documents ou objets, ou informations de toute nature) sont tenus à la plus stricte confidentialité pour tout ce qui concerne ces communications.

11 REGIME FINANCIER

11.1 FORME ET CONTENU DES PRIX

11.1.1 Forme des prix

Les prix de chaque accord cadre sont unitaires et révisables.

Les prix initiaux sont établis aux conditions économiques du mois de remise des offres.

Le montant de la T.V.A. est celui applicable à la date du fait générateur de la TVA.

11.1.2 Contenu des prix

Les prix comprennent la prestation complète du contrôleur, le coût de main d'œuvre, ses déplacements, les travaux de dactylographie et de secrétariat, les frais d'assurance ainsi que toutes les fournitures diverses nécessaires à l'exécution des prestations.

Ils comprennent également toutes les charges fiscales et parafiscales frappant obligatoirement les opérations nécessaires à la réalisation des prestations.

Les prix sont arrêtés dans le bordereau des prix unitaires, propre à chaque lot et sont basés sur les conditions économiques du mois de remise des offres « mois 0 ».

En cas de changement du taux de TVA, il sera tenu compte de cette variation dans les prix de règlement.

11.1.3 Clause de sauvegarde

Les prix du marché sont fermes la 1^{ère} année.

A partir de la deuxième année, les prix définis au marché peuvent être révisés sur la base de l'évolution des tarifs du titulaire appliqués à toute sa clientèle publique.

Le titulaire propose à la CNMSS, par mail (achat@cnmss.fr), le bordereau réactualisé et son nouveau tarif général.

Les nouveaux prix ne peuvent être appliqués qu'après accord exprès de la CNMSS.

La CNMSS s'engage à répondre dans un délai de deux (2) mois à compter de la réception du bordereau réactualisé et de son nouveau tarif général.

Si le nouveau tarif est accepté, il entre en application à la date de notification au titulaire ou à une date ultérieure qui pourra être précisée sur le courrier de notification. Le nouveau tarif deviendra pièce contractuelle du marché.

La CNMSS est en droit de refuser toute augmentation :

- qui n'aurait pas fait l'objet d'une communication dans les conditions fixées ci-dessus ;
- ou qui serait supérieure à 3 % ;
- ou qui serait abusive par rapport à une réelle évolution des coûts des prestations.

La CNMSS se réserve le droit de résilier, sans indemnité, la partie non exécutée du marché en cours à la date du changement de tarif si ce changement conduit à une augmentation supérieure à 3 % par rapport aux conditions précédentes.

11.2 MOIS D'ETABLISSEMENT DES PRIX

L'offre est réputée établie sur la base des conditions économiques en vigueur à la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre.

11.3 TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

La taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est appliquée au taux légal connu lors de l'exécution des prestations. Dans le cas de variation de la taxe sur la valeur ajoutée, il sera tenu compte de cette variation dans les prix de règlement.

12 MODALITES FINANCIERES

12.1 FACTURATION

Les prestations sont réglées, soit partiellement suivant l'avancement des travaux, soit à l'achèvement de chaque bon de commande après production des rapports ou des justificatifs de l'avancement de la prestation.

Sur demande du titulaire, le règlement des comptes peut se faire par acomptes mensuels dont le montant correspond à la valeur des prestations auxquelles ils se rapportent. Ils sont déterminés par le pouvoir adjudicateur sur la base du descriptif des prestations effectuées et de leur montant, produit par le titulaire.

Les dispositions particulières aux acomptes se conforment aux articles R 2191- 20 à 22 du décret 2018 1074 paru au JORF du 03/12/2018.

Après constatation de l'achèvement de sa mission, le titulaire adresse au maître de l'ouvrage une demande de paiement pour solde conformément à l'article 11.7 du CCAG.FCS

Le règlement des sommes dues demeure subordonné à la production de la facture laquelle n'est pas réclamée au titulaire.

La facture comporte, outre les mentions légales, les mentions suivantes :

- Dates, références (numéro et désignation) du présent marché,
- Numéro d'engagement juridique (EJ) du marché,
- Titre de l'opération de travaux,
- Numéro du lot,
- Code service numéro 77
- Désignation de la prestation exécutée ainsi que la période concernée, sous peine de rejet.

La facture est établie en un exemplaire daté, faisant référence au présent marché et adressée à la Caisse Nationale Militaire de Sécurité Sociale.

Les factures sont transmises uniquement par voie dématérialisée via le portail Chorus Pro.

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Siret CNMSS : 180 090 045 00014 – code service N° 77

12.2 DELAIS DE PAIEMENT

Le paiement intervient par virement au compte correspondant au relevé d'identité bancaire joint par le titulaire, après service fait, sur présentation de sa facture établie à l'adresse ci-dessus.

La monnaie du marché est l'euro.

La CNMSS procède au paiement des sommes dues dans un délai maximal de 30 jours à compter de la réception de la facture par le maître d'œuvre.

Le délai global peut être suspendu par l'ordonnateur pour réclamer des pièces ou informations complémentaires ; le délai après la suspension est obligatoirement de 30 jours, à partir de la date de fin de suspension.

En cas de dépassement de ce délai contractuel, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Toutefois, le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution complète des prestations, lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

12.3 AVANCE

Il est fait application de l'option B du CCAG/FCS.

Lorsqu'en application du code de la commande publique, le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct bénéficie d'une avance, le taux de celle-ci correspond aux taux minimums prévus à l'article R.2191-7 du code de la commande publique.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le délai de versement de l'avance court à compter de la notification du marché.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivants du code de la commande publique.

12.4 CESSIION OU NANTISSEMENT DES CREANCES

L'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité dématérialisé nécessaire à la notification éventuelle d'une cession ou d'un nantissement de créance est délivré, sur demande écrite du titulaire, par la personne publique.

Sont désignés :

Comme personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R 2191-60 relatif aux marchés publics :
le Directeur de la CNMSS

Comme comptable assignataire des paiements : l'Agent comptable de la CNMSS – 247, avenue Jacques Cartier 83090 Toulon cedex 9.

12.5 RETENUE DE GARANTIE

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

13 DISPOSITIONS DIVERSES

13.1 ECHANGES DEMATERIALISES

Le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tous moyens permettant d'attester la date de réception.

Concernant les échanges électroniques ils seront possibles via la plate-forme des achats de l'Etat (<https://www.marches-publics.gouv.fr>) en cas d'indisponibilité de la PLACE, par courriel, le titulaire (ou la CNMSS) accuse réception formellement et explicitement de l'information ou de la décision par un retour de courriel mentionnant outre son nom et qualité une phrase du type : «j'accuse réception le (date réception) du (bon de commande n° xxx, de la demande de prolongation etc....)».

13.2 LANGUES

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

13.3 ASSURANCES

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie. Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

13.4 AUTRES OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- À sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- À son adresse ou à son siège social ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail : Ces pièces sont à produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché par le titulaire.

Pour assurer au mieux ce suivi de ses obligations, issues des articles L.8222-1 et suivants et D.8222-5 et D.8254-2 du Code du travail, la CNMSS a choisi de confier à la plateforme Hiveo, cette collecte et vérification documentaire.

À l'issue de la notification du marché, le titulaire reçoit un courriel d'invitation du site Hiveo, afin de créer son compte et de déposer les documents énumérés ci-dessus. Le coût de cette solution, entièrement pris en charge par la CNMSS, est donc gratuit pour le titulaire du marché.

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du code de la commande publique, le titulaire fournit, si l'acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent marché public (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

13.5 RESILIATION

L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

L'accord-cadre peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG de référence (résiliation pour événements extérieurs ou liés à l'accord-cadre, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

Résiliation du marché

Cet article complète les dispositions prévues à l'article 38 à 45 du CCAG/FCS. En cas de non-respect des obligations résultant de l'exécution des clauses prévues au présent marché ou en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution des prestations prévues, la CNMSS se réserve le droit, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse, de résilier le marché.

Cette résiliation n'ouvrira droit à aucune indemnité.

13.6 LITIGES

Le présent marché public est régi par le droit français.

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

En cas de désaccord, les contestations doivent faire l'objet d'un mémoire en réclamation rédigé par le titulaire dans les conditions et délais définis à l'article 46 du CCAG/FCS.

En cas d'échec de la procédure amiable, une procédure contentieuse emportera saisine du tribunal administratif de Toulon selon les lois et les règlements en vigueur en France.

13.7 EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG de référence.

13.8 DIFFERENDS

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

13.9 LITIGES ET CONTENTIEUX

Le présent marché public est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Toulon.

14 DEROGATIONS AU CCAG/FCS

Articles du CCAP	Articles CCAG/FCS	Dérogations
6.2.3	3.7.2	Bon de commande
6.4	3.2.2	Modalités computation délais exécution prestations
9.4	28	Déroulement opérations vérification
9.11	14.1.3	Pénalités